



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 36 du 21 novembre 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 21 novembre 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1380
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....	1380
Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales.....	1380
Arrêté du 20 novembre 2013 portant modification des statuts de la Communauté de Communes de l'Agglomération de LONGWY.....	1380
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1380
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	1380
Bureau de la citoyenneté.....	1380
Arrêté du 15 novembre 2013 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire à NANCY (54000).....	1380
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1381
Bureau des procédures environnementales.....	1381
Arrêté N° 2013-0889 du 18 novembre 2013 portant modification de la commission de suivi de site Société CHIMIREC EST à DOMJEVIN - Centre de transit, regroupement, pré-traitement et stockage temporaire de déchets dangereux.....	1381
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1381
Bureau de l'interministérialité.....	1381
Arrêté N° 13.BI.33 du 19 novembre 2013 accordant délégation de signature à M. Claude d'HARCOURT, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine.....	1381
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1383
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1383
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	1383
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-0100 en date du 15 novembre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparations localisées sur la RN4 entre les PR26+000 et 30+700 dans le sens NANCY-STRASBOURG, et aux PR52+500 et 61+400 dans le sens STRASBOURG-NANCY.....	1383
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1385
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1385
Cellule prévention et promotion de la santé.....	1385
Décision n° 2013-0939 du 12 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - Appartements de coordination thérapeutique (ACT) gérés par l'association Accueil et Réinsertion Sociale - FINESS N° 54 002 182 1.....	1385
Décision n° 2013-0940 du 12 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD) géré par l'association AGU 54 - FINESS N° 54 001 5799.....	1385
Décision n° 2013-0941 du 12 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD) géré par l'association AIDES - FINESS N° 54 001 5658.....	1386
Décision n° 2013-0944 du 13 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) géré par l'association Alpha-santé à HAYANGE - FINESS N° 54 001 2275.....	1387
Décision n° 2013-0945 du 15 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), 29 avenue de Lattre de Tassigny à NANCY - FINESS N° 54 000 5337.....	1388
Décision n° 2013-0946 du 13 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - LITS HALTE SOINS SANTE (LHSS), 12 boulevard Jean Jaurès - 54000 NANCY - FINESS N° 54 001 6938.....	1388
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	1389
Produits de santé et biologie.....	1389
Décision ARS n° 2013-0942 du 7 novembre 2013 portant à M. Philippe MICHEL refus d'autorisation de créer et d'exploiter un site de commerce électronique de médicaments.....	1389
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	1390
Arrêté n° 2013-1097 du 13 novembre 2013 modifiant la composition de la Commission de Conciliation et d'Indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CCI) de la région Lorraine.....	1390
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1391
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	1391
Pôle déchets.....	1391
Arrêté n° 54-DDT-DEC-2013-047 du 14 novembre 2013 portant agrément du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la vallée de l'Orne (Orne Aval) pour la réalisation des vidanges, la prise en charge et le transport jusqu'à l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.....	1391
AUTRES SERVICES.....	1392
L'AUTRE CANAL.....	1392
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 110 du 30 octobre 2013 – Nomination de Mme SCHOOSE Sandrine, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	1392
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 111 du 30 octobre 2013 – Nomination de Mme HUMBERT Géraldine, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	1393
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 112 du 5 novembre 2013 – Nomination de Mme BENHAMINE Fatima, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	1393
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 113 du 5 novembre 2013 – Nomination de Mme KAPRAL Aurore, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	1393
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 114 du 5 novembre 2013 – Nomination de Mme PIERRE Charlene, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	1394

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE BRIEY***Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales***Arrêté du 20 novembre 2013 portant modification des statuts de la Communauté de Communes de l'Agglomération de LONGWY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5214-1 et suivants ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et son décret modificatif n°2010-146 du 16 février 2010 ;
VU l'arrêté préfectoral du 27 février 1960 portant création du District Urbain de l'Agglomération Longovicienne ;
VU l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2002 transformant le District Urbain de l'Agglomération de LONGWY, en une communauté de communes dénommée « Communauté de Communes de l'Agglomération de LONGWY » ;
VU la notification de la délibération du 25 avril 2013 du conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Agglomération de LONGWY, décidant la modification de l'article 22 des statuts, aux communes membres, par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 30 avril 2013 ;
VU les avis favorables rendus par les conseils municipaux des communes membres, à savoir :
- CONS LA GRANDVILLE (21 mai 2013), CUTRY (10 juin 2013), GORCY (12 juin 2013), HAUCOURT MOULAIN (4 juin 2013), HERSERANGE (24 juin 2013), LONGLAUVILLE (21 mai 2013), LONGWY (29 mai 2013), REHON (29 mai 2013) et SAULNES (16 mai 2013) ;
VU les avis défavorables rendus par les conseils municipaux des communes membres, à savoir :
- LEXY (27 juin 2013) et MONT SAINT MARTIN (28 juin 2013) ;
VU les absences de délibérations, valant avis favorable, des communes membres, à savoir :
- CHENIERES, HUSSIGNY GODBRANGE, LAIX, MEXY, MORFONTAINE et UGNY ;
VU le report d'avis de la commune de COSNES ET ROMAIN en date du 24 mai 2013 ;
VU l'arrêté préfectoral N° 13.BI.21 du 19 août 2019 accordant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de BRIEY ;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L.5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Article 1er - Sont approuvés les nouveaux statuts de la Communauté de Communes de l'Agglomération de LONGWY.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le président de la Communauté de Communes de l'Agglomération de LONGWY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 20 novembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,
François PROISY

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification.

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau de la citoyenneté***Arrêté du 15 novembre 2013 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire à NANCY (54000)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2223-19 et suivants, L.2223-40 et L.2223-41 ;
VU l'arrêté préfectoral de renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire en date du 18 avril 2007 modifié le 14 juin 2010 concernant la société OGF sous le nom commercial de « POMPES FUNEBRES GENERALES » dont le siège social est situé 27 Bis, Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny à NANCY (54000) représentée par M. Jérôme GUERIN, gérant ;
VU la demande de renouvellement de l'habilitation présentée par M. Jérôme GUERIN en date du 19 mars 2013 ;
CONSIDÉRANT que le dossier présenté a été complété à la date du 17 octobre 2013 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - L'entreprise OGF sous le nom commercial de « POMPES FUNEBRES GENERALES » est habilitée à exercer les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière ;
- Le transport de corps après mise en bière ;
- L'organisation des obsèques ;
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires ;
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil ;
- La gestion et l'utilisation des chambres funéraires ;
- La gestion et l'utilisation des crématoriums ;
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

Cette habilitation est valable sur l'ensemble du territoire national.

Article 2 - la présente habilitation est renouvelée pour six ans

Article 3 - Le numéro d'habilitation est le 2001-54-137.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jérôme GUERIN, gérant de l'entreprise susvisée et dont une copie sera adressée aux :

- Président de la Société d'Economie Mixte Locale pour les Installations Crématistes de Lorraine (S.E.M. CRELOR) ;
- Maire de VANDOEUVRE-LES-NANCY ;
- Directeur de l'agence régionale de santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Nancy, le 15 novembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :

- recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.
- recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.
NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.
- recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des procédures environnementales

Arrêté N° 2013-0889 du 18 novembre 2013 portant modification de la commission de suivi de site Société CHIMIREC EST à DOMJEVIN - Centre de transit, regroupement, pré-traitement et stockage temporaire de déchets dangereux

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre V du code de l'environnement, notamment ses articles L 125-2-1, L 511-1, et R 125-8-1 à R 125-8-5 ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2009-535 du 28 janvier 2010 autorisant la société CHIMIREC EST à poursuivre l'exploitation d'un centre de transit, regroupement, pré-traitement et stockage temporaire de déchets dangereux à DOMJEVIN ;
VU l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2012 portant création de la Commission de Suivi de Site ;
VU la lettre de la société CHIMIREC EST en date du 14 novembre 2013 informant le Préfet des résultats des élections des délégués du personnel effectuées le 22 juin 2013 et proposant une modification des représentants du collège des salariés protégés ;
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - Le dernier paragraphe de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2012-517 du 2 juillet 2012 relatif à la composition de la commission de suivi du site de la société CHIMIREC EST, situé à DOMJEVIN, est modifié comme suit :

Collège des salariés protégés des installations

- M. Sébastien TOUSSAINT (titulaire) ou M. Michel FEUERSTEIN (suppléant) « collège « cadres – agents de maîtrise »
- M. LOAEC Adrien (titulaire) ou M. Christophe BARBIER (suppléant) « collège « ouvriers - employés »

Le reste sans changement.

Article 2 - Dispositions finales

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

M. le secrétaire général de la Préfecture et Mme la sous-préfète de LUNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 18 novembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Arrêté N° 13.BI.33 du 19 novembre 2013 accordant délégation de signature à M. Claude d'HARCOURT, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1432-2 et L 1435-1 issus de l'article 118 de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, le livre 3ème de la première partie relatif à la protection de la santé et environnement, le livre 2ème de la troisième partie relatif à la lutte contre les maladies mentales ;
VU le code de la construction et de l'habitation ;
VU le code de la défense ;
VU le code de l'environnement ;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
VU le décret n°2010-338 du 31 mars 2010 relatif aux relations entre les représentants de l'Etat dans le département, dans la zone de défense et dans la région et l'agence régionale de santé pour l'application des articles L.1435-1, L.1435-2 et L.1435-7 du code de la santé publique ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République du 13 décembre 2012 nommant M. Claude d'HARCOURT directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
VU le règlement sanitaire départemental ;
VU le protocole relatif aux actions et prestations mises en œuvre par l'agence pour le préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - Délégation de signature est donnée à M. Claude d'HARCOURT, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les documents suivants :

1. Soins psychiatriques sans consentement visés aux articles L. 3211-1 et suivants du code de la santé publique :

- la transmission des arrêtés préfectoraux prononçant les mesures de soins psychiatriques prises en application des chapitres II à IV du titre 1er du livre II de la troisième partie du code de la santé publique ou de l'article 706-135 du code de procédure pénale aux personnes qui en font l'objet, ainsi que les avis mentionnés à l'article L3213-9 du code de la santé publique ;
- en application de la loi n°2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge, la saisine du Juge des libertés et de la détention prévue par l'article L 3211-12-1 du code de la santé publique, ainsi que les observations et mémoires adressés au juge des libertés et de la détention dans le cadre des saisines prévues par l'article L 3211-12 du même code. L'ARS informe les services de la préfecture – service BPS ;
- les courriers informant de toute décision de prise en charge du patient dans le cadre d'une hospitalisation complète ou sous une autre forme que celle d'une hospitalisation complète les autorités et les personnes suivantes : le procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel est situé l'établissement d'accueil de la personne malade et le procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel celle-ci a sa résidence habituelle ou son lieu de séjour ; le maire de la commune où est implanté l'établissement et le maire de la commune où la personne malade a sa résidence habituelle ou son lieu de séjour ; la commission départementale des soins psychiatriques ; la famille de la personne qui fait l'objet de soins ; le cas échéant, la personne chargée de la protection juridique de l'intéressé.

2. Les mesures de salubrité générale et contrôle administratif et technique des règles d'hygiène dans les conditions prévues à l'article L1421-4 du code de la santé publique :

- les courriers relatifs au contrôle administratif et technique des règles d'hygiène, conformément aux dispositions de l'article L. 1311-1 du code de la santé publique et aux arrêtés pris sur le fondement de l'article L 1311-2 du code de la santé publique ;
- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine y compris notification des résultats et informations ainsi que les mesures d'urgence nécessaires (art L 1321-1 à L 1321-10 et R 1321-1 à R 1321-68 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux minérales naturelles (L. 1322-1 à L. 1322-13 et R 1322-1 à R 1322-44-17 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux de consommation humaine conditionnées (R. 1321-69 à R. 1321-95 ; R. 1321-1 à R. 1321-63 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des piscines et baignades ouvertes au public y compris notification des résultats et des classements (art. L 1332-1 à L 1332-9 et D1332-1 à D 1332-42 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs au contrôle des nuisances sonores dans le domaine des bruits de voisinage et des établissements diffusant de la musique amplifiée (art. R 1334-31 à R 1334-37 du code de la santé publique ; L 571-17 et R 571-25 à R 571-30 du code de l'environnement) ;
- les courriers relatifs au contrôle des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, et des filières d'élimination des pièces anatomiques (art. R 1335-31 du code de la santé publique et décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997) ;
- les courriers relatifs à la salubrité des immeubles (art. L 1331-17, L 1331-22 à L 1331-31 et art. R 1331-4 à R 1331-11 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs à la lutte contre le saturnisme infantile et l'amiante (art. L 1334-1 à L 1334-13 et R 1334-1 à R 1334-13 du code de la santé publique).

Article 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude d'HARCOURT, la délégation de signature qui lui est accordée par l'article 1er sera exercée par M. Philippe ROMAC, délégué territorial de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe ROMAC, la délégation de signature qui lui est accordée par l'article 2 sera exercée par :

- M. Jean-Paul CANAUD, chef des services de proximité, pour les mesures précisées au 1° de l'article 1er du présent arrêté ;
En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul CANAUD, la délégation de signature consentie en sa faveur sera exercée par Mme Sandra MONTEIRO ou M. David SIMONETTI, référents régionaux en matière de soins psychiatriques sans consentement.
En cas d'absence ou d'empêchement simultanés des trois personnes précitées, la délégation de signature consentie en leur faveur sera exercée par Mme le Docteur Odile DE JONG.
- Mme Karine THEAUDIN, chef du service veille et sécurité sanitaires et environnementales, pour les mesures précisées au 2° de l'article 1er du présent arrêté ;
En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Karine THEAUDIN, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Mme Stéphanie MONIOT, ingénieur d'études sanitaires, par M. Daniel GIRAL, ingénieur d'études sanitaires et par M. Olivier DOSSO, ingénieur contractuel, pour les correspondances et les documents se rapportant au 2° de l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 - Délégation de signature est donnée à M. Claude d'HARCOURT, en tant que directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, à l'effet de signer les agréments ou modifications d'agrément des Sociétés d'Exercice Libéral constituées pour l'exploitation des laboratoires de biologie médicale.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude d'HARCOURT, la délégation de signature qui lui est consentie au titre du présent article sera exercée par Mme Marie-Hélène MAITRE, directrice-générale-adjointe de l'agence régionale de santé de Lorraine.

Article 5 - Demeurent réservées à la signature du préfet :

- les correspondances adressées :
 - * à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - * aux ministres,
 - * aux parlementaires,
 - * au préfet de région et au président du conseil régional,
 - * au président du conseil général,
 - * au président de la communauté urbaine du Grand Nancy ;
- les circulaires à destination des maires des communes du département, des mises en demeure devant être notifiées aux collectivités territoriales pour non respect de leurs obligations réglementaires ;
- les situations de risques sanitaires pouvant constituer un trouble à l'ordre public où les services de l'agence sont placés, pour emploi, sous l'autorité du préfet ;
- les courriers et mémoires adressés au parquet et aux juridictions administratives, pénales, civiles ou financières, à l'exception de la saisine du juge des libertés et de la détention prévue par l'article L 3211-12-1 du Code de la santé publique et des observations et mémoires visés au 1° de l'article 1er du présent arrêté.

Article 6 - L'arrêté préfectoral n°13.BI.13 du 17 juin 2013 accordant délégation de signature à M. Claude d'HARCOURT, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine, est abrogé.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. Claude d'HARCOURT, directeur général de l'agence régionale de la santé de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 19 novembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-0100 en date du 15 novembre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparations localisées sur la RN4 entre les PR26+000 et 30+700 dans le sens NANCY-STRASBOURG, et aux PR52+500 et 61+400 dans le sens STRASBOURG-NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 01 septembre 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 23/10/2013 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 15/11/2013 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 31/10/2013 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er - Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 - Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN4	
POINTS REPERES (PR) ET SENS	Du PR 26+000 au PR 30+700 dans le sens Nancy-Strasbourg (sens 1) Aux PR 52+500 et 61+400 dans le sens Nancy-Strasbourg (sens 2)	
SECTION	Section courante 2x2 voies	
NATURE DES TRAVAUX	Réparations localisées de dégradations sur chaussée	
PERIODE GLOBALE	Du 18 au 19 novembre 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- Neutralisations de voies - Basculement total de circulation	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - PA de Buhl-Lorraine	MISE EN PLACE PAR : - PA de Buhl-Lorraine

Article 3 - Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Le 18/11/13 de 08h00 à 16h00 <i>Date prévisionnelle sous réserve des aléas climatique et techniques</i>	<u>RN4 sens Strasbourg- Nancy :</u> AK5 au PR 60+950 B31 au PR 51+260 <u>RN4 sens Nancy- Strasbourg :</u> AK5 au PR 50+160 B31 au PR 62+300	<ul style="list-style-type: none"> Basculement de circulation (1+1 et 0) du sens 2 sur le sens 1 entre les ITPC des PR 62+120 et 51+410. Neutralisation de la voie de gauche. 	<u>RN4 sens Strasbourg-Nancy :</u> <ul style="list-style-type: none"> Limitation de la vitesse à 90 puis 70 km/h par paliers dégressifs. Limitation de la vitesse à 50 km/h à chaque extrémité du basculement. Limitation de vitesse à 90 km/h sur la section basculée (à double sens) Interdiction de dépasser pour tous les véhicules. <u>RN4 sens Nancy-Strasbourg :</u> <ul style="list-style-type: none"> Limitation de la vitesse à 90 km/h. Interdiction de dépasser pour tous les véhicules.
2	Le 19/11/13 de 08h00 à 16h00	<u>A33/RN4 sens Nancy- Strasbourg :</u> AK5 au PR 24+150 de l'A33 B31 au PR 31+150 de la RN4 <u>RN4/A33 sens Strasbourg- Nancy :</u> AK5 au PR 33+000 de la RN4 B31 au PR 25+350 de l'A33	<ul style="list-style-type: none"> Basculement de circulation (1+1 et 0) du sens 1 sur le sens 2 entre les ITPC des PR 25+500 et 30+940. Neutralisation de la voie de gauche. 	<u>RN4 sens Nancy-Strasbourg :</u> <ul style="list-style-type: none"> Limitation de la vitesse à 90 puis 70 km/h par paliers dégressifs. Limitation de la vitesse à 50 km/h à chaque extrémité du basculement. Limitation de vitesse à 90 km/h sur la section basculée (à double sens) Interdiction de dépasser pour tous les véhicules. <u>RN4 sens Strasbourg-Nancy :</u> <ul style="list-style-type: none"> Limitation de la vitesse à 90 km/h. Interdiction de dépasser pour tous les véhicules.

Article 4 - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 - Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté.

Article 6 - La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 - Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 - Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société COLAS,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 15 novembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjoint au chef de la division d'exploitation de Metz,
Stéphane HEBENSTREIT

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Cellule prévention et promotion de la santé

Décision n° 2013-0939 du 12 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - Appartements de coordination thérapeutique (ACT) gérés par l'association Accueil et Réinsertion Sociale - FINESS N° 54 002 182 1

Le Directeur Général de l'ARS LORRAINE,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-8 et L314-3 à L314-8, ainsi que les articles R314-1 à R314-204 ;
 VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;
 VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013,
 VU Le décret du 12 décembre 2012 portant nomination de Claude d'HARCOURT en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté du 22 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;
 VU l'arrêté du 27 août 2013 publié au journal officiel du 30 août 2013 fixant pour l'année 2013 l'objectif des dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L.314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté du 6 septembre 2013 publié au journal officiel du 12 septembre 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales limitatives de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L.314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté n°2013-0930 du 23 septembre 2013 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU la circulaire interministérielle n° DGCS/SD1/SD5C/DGS/DSS/DB/2013/339 du 6 septembre 2013 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2013 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques : appartements de coordination thérapeutiques (ACT), lits haltes soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisé (LAM) et l'expérimentation « un chez soi d'abord » ;
 VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire ;

D E C I D E

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire 2013, les recettes et les dépenses prévisionnelles des Appartements de Coordination Thérapeutique gérés par l'association Accueil et Réinsertion Sociale à Nancy, sont fixées comme suit à compter du 1^{er} novembre 2013 :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	55 845
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	434 069
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	192 857
	Dont CNR	0
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	682 771
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	647 092
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	11 725
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	23 954
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	682 771

Article 2 - Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement des Appartements de Coordination Thérapeutique gérés par l'association Accueil et Réinsertion Sociale à Nancy, est fixée **647 092 €**.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 1^{er} novembre 2013 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 - Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 - En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 - Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement.

Nancy, le 12 novembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Le Délégué Territorial,
 Philippe ROMAC

Décision n° 2013-0940 du 12 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD) géré par l'association AGU 54 - FINESS N° 54 001 5799

Le Directeur Général de l'ARS LORRAINE,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-8 et L314-3 à L314-8, ainsi que les articles R314-1 à R314-204 ;
 VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;
 VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013,
 VU Le décret du 12 décembre 2012 portant nomination de Claude d'HARCOURT en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté du 22 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;
 VU l'arrêté du 27 août 2013 publié au journal officiel du 30 août 2013 fixant pour l'année 2013 l'objectif des dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L.314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 6 septembre 2013 publié au journal officiel du 12 septembre 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales limitatives de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L-314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté n°2013-0930 du 23 septembre 2013 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/SD1/SD5C/DGS/DSS/DB/2013/339 du 6 septembre 2013 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2013 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques : appartements de coordination thérapeutiques (ACT), lits haltes soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisé (LAM) et l'expérimentation « un chez soi d'abord » ;

VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire ;

DECIDE

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire 2013, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAARUD « L'échange », géré par l'association AGU à Nancy, sont fixées comme suit à compter du 1^{er} novembre 2013 :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	50 466
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	142 180
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	15 060
	<i>Dont CNR</i>	0
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	207 706
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	196 292
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	9 265
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	2 149
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	207 706

Article 2 - Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement du CAARUD « l'échange », géré par l'association AGU, est fixée **196 292 €**.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 1^{er} novembre 2013 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 - Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 - En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 - Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement.

Nancy, le 12 novembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Décision n° 2013-0941 du 12 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD) géré par l'association AIDES - FINES N° 54 001 5658

Le Directeur Général de l'ARS LORRAINE,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-8 et L314-3 à L314-8, ainsi que les articles R314-1 à R314-204 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013,

VU Le décret du 12 décembre 2012 portant nomination de Claude d'HARCOURT en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté du 22 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;

VU l'arrêté du 27 août 2013 publié au journal officiel du 30 août 2013 fixant pour l'année 2013 l'objectif des dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L.314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 6 septembre 2013 publié au journal officiel du 12 septembre 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales limitatives de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L-314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté n°2013-0930 du 23 septembre 2013 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/SD1/SD5C/DGS/DSS/DB/2013/339 du 6 septembre 2013 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2013 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques : appartements de coordination thérapeutiques (ACT), lits haltes soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisé (LAM) et l'expérimentation « un chez soi d'abord » ;

VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire ;

DECIDE

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire 2013, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAARUD de Nancy géré par l'association AIDES, sont fixées comme suit à compter du 1^{er} novembre 2013 :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	57 542
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	95 785
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	24 370
	<i>Dont CNR</i>	0
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	177 697

Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	177 697
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	177 697

Article 2 - Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement du CAARUD de Nancy géré par l'association AIDES, est fixée **177 697 €**.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 1^{er} novembre 2013 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 - Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 - En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 - Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement.

Nancy, le 12 novembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Décision n° 2013-0944 du 13 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) géré par l'association Alpha-santé à HAYANGE - FINESS N° 54 001 2275

Le Directeur Général de l'ARS LORRAINE,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-8 et L314-3 à L314-8, ainsi que les articles R314-1 à R314-204 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU Le décret du 12 décembre 2012 portant nomination de Claude d'HARCOURT en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté du 22 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;

VU l'arrêté du 27 août 2013, publié au journal officiel du 30 août 2013, fixant pour l'année 2013 l'objectif des dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L.314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 6 septembre 2013, publié au journal officiel du 12 septembre 2013, fixant pour l'année 2013 les dotations régionales limitatives de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L-314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté n° 2013-0930 du 23 septembre 2013 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/SD1/SD5C/DGS/DSS/DB/2013/339 du 6 septembre 2013 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2013 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, appartements de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisés (LAM) et l'expérimentation « un chez soi d'abord » ;

VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire ;

D E C I D E

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire 2013, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CSAPA, géré par l'association Alpha-santé à Hayange, sont fixées comme suit à compter du 1^{er} novembre 2013 :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	37 998
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	829 027
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	144 107
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	1 011 132
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	998 637
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	12 495
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	1 011 132

Article 2 - Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement du CSAPA, géré par l'association Alpha-santé à Hayange, est fixée à **998 637 €**.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2013 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 - Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale Cours administrative d'appel de Nancy – 6, rue du Haut Bourgeois – CO 50015 – 54035 NANCY-CEDEX dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 - En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 - Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement.

Nancy, le 13 novembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Décision n° 2013-0945 du 15 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), 29 avenue de Lattre de Tassigny à NANCY - FINESS N° 54 000 5337

Le Directeur Général de l'ARS LORRAINE,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-8 et L314-3 à L314-8, ainsi que les articles R314-1 à R314-204 ;
 VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;
 VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
 VU Le décret du 12 décembre 2012 portant nomination de Claude d'HARCOURT en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté du 22 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;
 VU l'arrêté du 27 août 2013, publié au journal officiel du 30 août 2013, fixant pour l'année 2013 l'objectif des dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L.314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté du 6 septembre 2013, publié au journal officiel du 12 septembre 2013, fixant pour l'année 2013 les dotations régionales limitatives de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L.314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté n° 2013-0930 du 23 septembre 2013 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU la circulaire interministérielle n° DGCS/SD1/SD5C/DGS/DSS/DB/2013/339 du 6 septembre 2013 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2013 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, appartements de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisés (LAM) et l'expérimentation « un chez soi d'abord » ;
 VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire ;

D E C I D E

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire 2013, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CSAPA, géré par le CHU de Nancy, sont fixées comme suit à compter du 1^{er} novembre 2013 :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	347 305
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1 704 687
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	212 222
	Dont CNR	29 040
	TOTAL Dépenses	
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	2 264 214
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	

Article 2 - Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement du CSAPA, géré par le CHU de Nancy, est fixée à **2 264 214 €**. Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2013 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

La dotation globale de financement du CSAPA est ramenée à 2 223 517 € à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 3 - Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis Cours administrative d'appel de Nancy - 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY-CEDEX, dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 - En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 - Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à Monsieur le Directeur Général du CHU de Nancy.

Nancy, le 15 novembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Le Délégué Territorial,
 Philippe ROMAC

Décision n° 2013-0946 du 13 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - LITS HALTE SOINS SANTE (LHSS), 12 boulevard Jean Jaurès - 54000 NANCY - FINESS N° 54 001 6938

Le Directeur Général de l'ARS LORRAINE,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-8 et L314-3 à L314-8, ainsi que les articles R314-1 à R314-204 ;
 VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;
 VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
 VU Le décret du 12 décembre 2012 portant nomination de Claude d'HARCOURT en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté du 22 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;
 VU l'arrêté du 27 août 2013, publié au journal officiel du 30 août 2013, fixant pour l'année 2013 l'objectif des dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L.314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté du 6 septembre 2013, publié au journal officiel du 12 septembre 2013, fixant pour l'année 2013 les dotations régionales limitatives de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L.314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté n° 2013-0930 du 23 septembre 2013 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU la circulaire interministérielle n° DGCS/SD1/SD5C/DGS/DSS/DB/2013/339 du 6 septembre 2013 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2013 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, appartements de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisés (LAM) et l'expérimentation « un chez soi d'abord » ;

VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire ;

D E C I D E

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire 2013, les recettes et les dépenses prévisionnelles des LHSS, gérés par l'association ARS à NANCY, sont fixées comme suit à compter du 1^{er} novembre 2013:

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	144 271
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	583 840
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	122 781,98
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	850 892,98
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	803 000
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	7 895
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	39 893
	Reprise d'excédents	104,98
	TOTAL Recettes	850 892,98

Article 2 - Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement des LHSS, gérés par l'association ARS, est fixée à **803 000 €**.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2013 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 - Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis Cours administrative d'appel de Nancy – 6, rue du Haut Bourgeois – CO 50015 – 54035 NANCY-CEDEX dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 - En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 - Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement.

Nancy, le 13 novembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Produits de santé et biologie

Décision ARS n° 2013-0942 du 7 novembre 2013 portant à M. Philippe MICHEL refus d'autorisation de créer et d'exploiter un site de commerce électronique de médicaments

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 5121-5, L. 5125-33 à L. 5125-39 et R. 5125-70 à R. 5125-74 ;

VU l'ordonnance n°2012-1427 du 19 décembre 2012 relative au renforcement de la sécurité de la chaîne d'approvisionnement des médicaments sur Internet et à la lutte contre la falsification de médicaments ;

VU le décret n°2012-1562 du 31 décembre 2012 relatif au renforcement de la chaîne d'approvisionnement des médicaments et à l'encadrement de la vente de médicaments sur internet ;

VU l'arrêt du Conseil d'Etat du 26 juin 2013 annulant l'article 7 de l'ordonnance n°2012-1427 du 19 décembre 2012 ;

VU l'arrêt du 20 juin 2013 relatif aux bonnes pratiques de dispensation des médicaments par voie électronique, publié au Journal officiel du 23 juin 2013 ;

VU l'arrêt préfectoral en date du 11 juillet 1953 portant autorisation de transfert et octroi de la licence n°141 à l'officine de pharmacie sise à Saint Dié des Vosges (88) 18 rue Thiers ;

VU l'arrêt DDASS/VSS/2006/131 portant enregistrement sous le numéro 552 de la déclaration d'exploitation de l'officine de pharmacie sise 18 Rue Thiers à Saint Dié des Vosges sous forme de Société d'exercice libéral à responsabilité limitée « SELARL Pharmacie MICHEL » par Monsieur Philippe MICHEL ;

CONSIDERANT la demande présentée par M. Philippe MICHEL pour la création et l'exploitation d'un site de commerce électronique de médicaments reçue à l'Agence régionale de santé de Lorraine le 12 septembre 2013 ;

CONSIDERANT que, aux dates du dépôt de la demande et de la présente décision, le nombre de pharmaciens adjoints est insuffisant au regard du chiffre d'affaires dont dispose la pharmacie conformément à l'arrêt du 1^{er} août 1991 modifié relatif au nombre de pharmaciens dont les titulaires doivent se faire assister en raison de l'importance de leur chiffre d'affaires ;

CONSIDERANT que la redirection des commandes vers une pharmacie choisie par Pharmarket constitue une réception de commande par l'entremise d'un courtier, interdite par l'article L. 5125-25 du code de la santé publique ;

CONSIDERANT que les conditions décrites pour l'exercice du commerce électronique des médicaments par l'intermédiaire du site www.88sdi.pharmarket.com ne sont pas conformes aux bonnes pratiques de dispensation décrites en annexe de l'arrêt du 20 juin 2013 ;

D E C I D E

Article 1er - L'autorisation demandée par M. Philippe MICHEL en date du 12 septembre 2013 aux fins de créer et d'exploiter un site de commerce électronique de médicaments est refusée.

Article 2 - Le Directeur de la performance et de la gestion du risque de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à M. Philippe MICHEL et publiée aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Région et des quatre préfectures de département de la Région Lorraine.

Article 3 - La présente décision pourra faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Apres du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5 Place Carrière - 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux,

à compter de sa notification pour M. Philippe MICHEL ou de sa publication aux recueils des actes administratifs pour les tiers.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Arrêté n° 2013-1097 du 13 novembre 2013 modifiant la composition de la Commission de Conciliation et d'Indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CCI) de la région Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L. 1142-5, L. 1142-6, R. 1142-5, R. 1142-6 et R 1142-7,

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé,

VU le décret 2012-298 du 2 mars 2012 modifiant le dispositif de règlement amiable des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales,

VU le décret en date du 13 décembre 2012, portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine,

VU les arrêtés des 26 octobre 2007, 24 juin 2011, 5 juillet 2011, 28 février 2012 de Monsieur le Ministre de la Santé portant agrément ou renouvellement d'agrément national des associations et unions d'associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique,

VU l'arrêté n°2013-0881 du 13 septembre 2013, modifiant la composition de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CRCI) de Lorraine,

ARRETE

Article 1er - La composition de la commission de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CCI) de la région Lorraine est modifiée comme suit :

I. Au titre des représentants des usagers (6 titulaires, 6 suppléants) :

- M. Roger CHARLIER, titulaire, association FNAIR
- *Monsieur Pierre CUEVAS, suppléant, association FNAIR*
- M. Jean-Marie SPRUNCK, titulaire, association URAF
- *M. Michel FOLLEY, suppléant, association UDAF 54*
- Mme Josette BURY, titulaire, association AFTC
- *M. Bernard DUWA, suppléant, association AFTC*
- M. William LAUREAU, titulaire, association Le Lien
- *Mme Eve RIBET-SALEUR, suppléant, association Le Lien*
- Mme Marie-Claude VALDENNAIRE, titulaire, association La Ligue Contre le Cancer
- *Mme Graziella FUMAGALLI, suppléante, association La Ligue Contre le Cancer*
- M. Pierre VIDAL, titulaire, association Familles Rurales
- *Mme Christiane MARCHAL, suppléante, association Familles Rurales*

II. Au titre des professionnels de santé :

- 1) Deux représentants des professionnels de santé exerçant à titre libéral (et deux suppléants)
 - a. M. le Dr Alix FIORLETTA, appartenant à la Confédération des Syndicats Médicaux Français de Lorraine – médecin généraliste
Suppléé par : en attente de désignation
 - b. M. Didier LEROND, appartenant au Syndicat Régional, des Orthophonistes de Lorraine
Suppléé par Mme Christine THIBAUT, membre du Conseil d'Administration de Convergence Infirmière
- 2) Un praticien hospitalier (et deux suppléants)
Mme le Dr Françoise LEROY, appartenant au Syndicat National des Praticiens Hospitaliers – anesthésistes-réanimateurs
Suppléé par M. le Dr François LARUELLE, appartenant au Syndicat National des Psychiatres des Hôpitaux
Suppléé par M. le Dr Jean-François POUSSEL, appartenant au Syndicat national des Praticiens Hospitaliers – anesthésistes-réanimateurs

III. Au titre des responsables des institutions et établissements publics et privés de santé :

- 1) Un responsable d'établissement public de santé (et un suppléant)
M. Francis BRUNEAU, Directeur Adjoint au CHR de Metz-Thionville, appartenant à la Fédération Hospitalière de France, Union Hospitalière du Nord-Est
Suppléé par Mme Vanina DUWOYE, Directrice Adjointe chargée de la direction de la qualité et des usagers au CHU de Nancy, appartenant à la Fédération Hospitalière de France, Union Hospitalière du Nord-Est
- 2) Deux responsables d'établissements de santé privés (et deux suppléants)
 - a. M. François MORICE, Directeur de l'Association Hospitalière Vallée de l'Orne, appartenant à la Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance Privés à but non lucratif
Suppléé par Mme Dominique BERGE, chargée de mission appartenant à la Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance Privés à but non lucratif
 - b. Mlle Alexandra PAYA, Déléguée Régionale de la Fédération de l'Hospitalisation Privée du Nord-Est
Suppléée par M. Jacques DELFOSSE, Président – Directeur Général de la Clinique Saint-André à Vandoeuvre, appartenant à la Fédération de l'Hospitalisation privée du Nord-Est

IV. Au titre de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales :

- 1) Le Président de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales ou un membre du conseil d'administration de l'Office national désigné par le Président de ce conseil d'administration
Suppléé par un représentant du Directeur de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales
- 2) Le Directeur de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales ou son représentant
Suppléé par un membre du conseil d'administration de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales désigné par le Président de ce conseil d'administration.

V. Au titre des entreprises pratiquant l'assurance de responsabilité civile médicale prévue à l'article L. 1142-2 :

- 1) M. Francis HOUPERT, Fédération Française des Sociétés d'Assurance, entreprise d'appartenance : ALLIANZ
Suppléé par M. Christian RODRIGUEZ, Fédération Française des Sociétés d'Assurance, entreprise d'appartenance : AXA
- 2) Mme Agnès AMOROS, entreprise d'appartenance : MACIF
Suppléé par Mme Jessica LATTES, entreprise d'appartenance : Le Sou Medical

VI. Au titre des personnalités qualifiées dans le domaine de la réparation des préjudices corporels :

- 1) Maître Jean-Loup HOCQUET, avocat honoraire
Suppléé par Maître Jean-Guy GAUCHER, avocat honoraire
- 2) M. le Professeur Louis SCHWARTZBROD, ancien Professeur de microbiologie à la Faculté de Pharmacie de Nancy
Suppléé par M. le Professeur Laurent MARTRILLE, Professeur des Universités – Praticien Hospitalier
- 3) M. le Professeur Jean-Pierre CRANCE, professeur honoraire de physiologie, ancien chef du service d'exploration fonctionnelle pédiatrique à l'hôpital d'enfants et du service d'exploration fonctionnelle respiratoire (CHU Nancy – Brabois)

Suppléé par M. le Docteur Jean-Marie FERRY, ancien Médecin-Conseil, ancien Chef de Service à la Direction Régionale du Service Médical du Nord-Est

4) M. Bruno PY, Professeur de Droit Privé et des Sciences Criminelles (Université de Lorraine)

Suppléé par Mme Katia BLAIRON, Maître de Conférences de Droit Public (Université de Lorraine)

Article 2 - Le mandat desdits membres court jusqu'au 31 mars 2015.

Article 3 - L'arrêté n° 2013-0881 du 13 septembre 2013 portant renouvellement de la composition de la commission de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales de Lorraine est abrogé.

Article 4 - Le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy (5 place de la Carrière – 54000 Nancy) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou à l'égard des tiers à compter de sa publication.

Article 5 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales de la région Lorraine et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 13 novembre 2013

Pour le Directeur Général de l'ARS de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Pôle déchets

Arrêté n° 54-DDT-DEC-2013-047 du 14 novembre 2013 portant agrément du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la vallée de l'Orne (Orne Aval) pour la réalisation des vidanges, la prise en charge et le transport jusqu'à l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R. 211-25 à R. 211-45 et R. 214-5 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-8 ;

VU le code de la santé publique, notamment son article L. 1331-1-1 ;

VU l'arrêté du 3 décembre 2010 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif, modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 ;

CONSIDERANT la demande d'agrément déposée par le syndicat Intercommunal d'assainissement de la Vallée de l'Orne (Orne Aval) reçue le 3 octobre 2013 et complétée le 5 novembre 2013 ;

CONSIDERANT le dossier des pièces présentées à l'appui de ladite demande et comprenant notamment :

- un engagement de respect des obligations qui incombent à la personne agréée ;
- une fiche comportant les informations nécessaires à l'identification du demandeur ;
- une fiche de renseignements sur les moyens mis en oeuvre pour assurer la vidange des installations d'assainissement non collectif, la prise en charge des matières de vidange, leur transport et leur élimination ;
- la quantité maximale annuelle de matière pour laquelle l'agrément est demandé et les documents permettant de justifier d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange et d'assurer un suivi des vidanges effectuées ;

CONSIDERANT que l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé ont été fournies par le demandeur ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires, chargée de la police de l'eau;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : Bénéficiaire de l'agrément

Monsieur Lionel Gérard, président du Syndicat Intercommunal d'assainissement de la Vallée de l'Orne (Orne Aval), numéro RCS 255 401 085 000 63 ,

domicilié à l'adresse suivante : Centre d'activités économiques ZI de Franchepré 54240 Joeuf

Article 2 : Objet de l'agrément

Monsieur Lionel Gérard est agréé, au nom du syndicat Intercommunal des Eaux de la Vallée de l'Orne, (Orne Aval) pour réaliser les vidanges des installations d'assainissement non collectif et prendre en charge le transport jusqu'à l'élimination des matières extraites de ces installations.

La quantité maximale annuelle de matières de vidange autorisée par le présent agrément est de 500 m3.

La filière d'élimination validée par le présent agrément est la suivante :

- dépotage dans la station d'épuration de Moyeuvre-Grande, appartenant au Syndicat agréé : 500 m3.

Article 3 : Suivi de l'activité

Le bénéficiaire de l'agrément doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé :

Le bénéficiaire de l'agrément établit pour chaque vidange un bordereau de suivi des matières de vidange en trois volets comportant a minima les informations prévues à l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé. Ces trois volets sont conservés respectivement par le propriétaire de l'installation vidangée, le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination. Le volet conservé par le propriétaire de l'installation vidangée est signé par lui-même et le bénéficiaire de l'agrément. Ceux conservés par le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination sont signés par les trois parties.

Le bénéficiaire de l'agrément tient un registre, classé par dates, comportant les bordereaux de suivi des matières de vidange. Ce document est tenu en permanence à la disposition du préfet et de ses services. La durée de conservation de ce registre est de dix années.

Le bénéficiaire de l'agrément adresse au service en charge de la police de l'eau, chaque année avant le 1er avril, un bilan d'activité de vidange de l'année antérieure. Ce bilan comporte a minima :

- les informations concernant le nombre d'installations vidangées par commune et les quantités totales de matières correspondantes ;
- les quantités de matière dirigées vers les différentes filières d'élimination ;
- un état des moyens de vidange dont dispose le bénéficiaire de l'agrément et les évolutions envisagées.

Le bénéficiaire de l'agrément conserve le registre et le bilan dans ses archives pendant dix années.

Article 4 : Contrôle par l'administration

Le préfet et ses services peuvent procéder à la réalisation des contrôles nécessaires à la vérification de l'exactitude des déclarations effectuées par le bénéficiaire de l'agrément et contrôler le respect de ses obligations au titre du présent arrêté. Ces opérations de contrôle peuvent être inopinées.

Article 5 : Modification des conditions de l'agrément

En cas de modification ou de projet de modification de la quantité maximale annuelle de matières de vidange agréée et/ou de la filière d'élimination, le bénéficiaire de l'agrément sollicite auprès du préfet une modification des conditions de son agrément.

Article 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'agrément de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Durée de l'agrément

La durée de validité de l'agrément est fixée à dix ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

A l'expiration de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une même durée, sur demande expresse du bénéficiaire. La demande de renouvellement de l'agrément est transmise au service en charge de la police de l'eau au moins six mois avant la date limite de fin de validité de l'agrément initial. Cette demande est accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé actualisées.

Lorsque les modalités ci-dessus sont respectées, la validité de l'agrément initial est prolongée jusqu'à notification de la décision préfectorale concernant la demande de renouvellement.

Le préfet peut toutefois décider de retirer cette prolongation temporaire d'agrément conformément à l'article 9 ou en cas de manquement du demandeur à ses obligations dans le cadre de l'instruction de son dossier de demande de renouvellement d'agrément.

Article 9 : Suspension ou suppression de l'agrément

L'agrément peut être retiré ou modifié à l'initiative du préfet dans les cas suivants :

- en cas de faute professionnelle grave ou de manquement à la moralité professionnelle ;
- lorsque la capacité des filières d'élimination des matières de vidange ne permet pas de recevoir la quantité maximale pour laquelle le bénéficiaire a été agréé ;
- en cas de manquement du bénéficiaire aux obligations de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, en particulier, en cas d'élimination de matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément ;
- en cas de non-respect des éléments déclarés dans la demande d'agrément.

En cas de retrait ou de suspension de l'agrément, le bénéficiaire ne peut plus assurer les activités mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et est tenu de prendre toute disposition nécessaire pour veiller à ce que les matières de vidange dont il a pris la charge ne provoquent aucune nuisance et de les éliminer conformément à la réglementation.

Le bénéficiaire dont l'agrément a été retiré ne peut prétendre à un nouvel agrément dans les six mois à compter de la notification de la décision de retrait.

Article 10 : Publication et information des tiers

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département de Meurthe-et-Moselle.

Une liste des personnes agréées est publiée sur le site Internet de la préfecture.

Article 11 : Voies et délais de recours

A compter de sa publication au recueil des actes administratifs et dans un délai de deux mois, le présent arrêté est susceptible d'un recours gracieux auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle, et d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent.

Article 12 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 14 novembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au Chef du Service Eau Environnement Biodiversité,
Nathalie CAEL

AUTRES SERVICES

L'AUTRE CANAL

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 110 du 30 octobre 2013 – Nomination de Mme SCHOOSE Sandrine, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU la décision n°70-2013 du 17 septembre 2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 29 octobre 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 30 octobre 2013,

A R R E T E

Article 1er - Mme SCHOOSE Sandrine est nommée mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 - Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 - Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 - Mme SCHOOSE Sandrine est tenue d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 - Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 30 octobre 2013

L'Ordonnateur,
Henri DIDONNA
Directeur de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mme L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mme SCHOOSE Sandrine

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 111 du 30 octobre 2013 – Nomination de Mme HUMBERT Géraldine, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU la décision n°70-2013 du 17 septembre 2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 29 octobre 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 30 octobre 2013,

ARRETE

Article 1er - Mme HUMBERT Géraldine est nommée mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 - Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 - Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 - Mme HUMBERT Géraldine est tenue d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 - Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 30 octobre 2013

L'Ordonnateur,
Henri DIDONNA
Directeur de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mme L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mme HUMBERT Géraldine

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 112 du 5 novembre 2013 – Nomination de Mme BENHAMINE Fatima, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU la décision n°70-2013 du 17 septembre 2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 4 novembre 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 5 novembre 2013,

ARRETE

Article 1er - Mme BENHAMINE Fatima est nommée mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 - Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 - Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 - Mme BENHAMINE Fatima est tenue d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 - Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 5 novembre 2013

L'Ordonnateur,
Henri DIDONNA
Directeur de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mme L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mme BENHAMINE Fatima

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 113 du 5 novembre 2013 – Nomination de Mme KAPRAL Aurore, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU la décision n°70-2013 du 17 septembre 2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 4 novembre 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 5 novembre 2013,

ARRETE

Article 1er - Mme KAPRAL Aurore est nommée mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 - Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 - Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 - Mme KAPRAL Aurore est tenue d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 - Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
Nancy, le 5 novembre 2013

L'Ordonnateur,
Henri DIDONNA
Directeur de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mme L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mme KAPRAL Aurore

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 114 du 5 novembre 2013 – Nomination de Mme PIERRE Charlene, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU la décision n°70-2013 du 17 septembre 2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 4 novembre 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 5 novembre 2013,

A R R E T E

Article 1er - Mme PIERRE Charlene est nommée mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 - Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 - Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 - Mme PIERRE Charlene est tenue d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 - Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
Nancy, le 5 novembre 2013

L'Ordonnateur,
Henri DIDONNA
Directeur de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mme L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mme PIERRE Charlene

